



43
chronos

Haute-Loire : 250 manifestants pour une "Europe sociale"

Mercredi 14 novembre, plus de 250 manifestants étaient mobilisés devant la préfecture du Puy-en-Velay, pour combattre l'austérité. Ce mouvement fait suite à l'appel lancé par la Confédération européenne des syndicats qui revendique une « Europe sociale ».



Mercredi 14 novembre, l'intersyndicale départementale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa) ont appelé les salariés à manifester contre l'austérité devant la préfecture du Puy-en-Velay, relayant ainsi l'appel de la Confédération européenne des syndicats. 250 personnes avaient fait le déplacement. Un chiffre décevant pour Alain Eyraud, « *honnêtement nous pensions qu'il y aurait plus de monde. Mais les salariés sont désespérés, ils attendent que des réformes soient prises* ».

Une journée qui en appelle d'autres

Avant qu'une délégation soit reçue en préfecture, Alain Eyraud, dans son discours a déclaré : « *Des millions de salariés paient les dégâts de la crise avec une baisse de leur pouvoir d'achat, une protection sociale en difficulté et des services publics appauvris par la continuation de la Révision générale des politiques publiques...*

Les patrons qui se disent être les pigeons des politiques gouvernementales veulent imposer encore plus d'austérité aux salariés ».

Le mouvement se voulait avant tout européen. Aux quatre coins du vieux continent, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour réclamer une Europe sociale. Une journée d'action qui « *pourrait en appeler d'autres* », soutient Alain Eyraud.



14 novembre

Les syndicats veulent un changement de cap !

Cette journée du 14 novembre est placée sous le signe de la lutte pour l'emploi et de la solidarité. A l'initiative de la Confédération européenne des syndicats des rassemblements ont été organisés pour dire stop aux plans d'austérité qui amènent certains pays à la récession, et augmentent les inégalités entre les travailleurs. Au Puy-en-Velay, un rassemblement a été organisé en fin de matinée devant la préfecture, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FSU, de l'Union syndicale Solidaire, et de l'UNSA...



L'austérité plonge l'Europe dans la récession, et produit d'énormes dégâts sur l'emploi. La Grèce, l'Espagne font partis des pays les plus durement touchés, mais d'autres pays sont également concernés comme la France. Face à cette situation, et au prolongement de la crise, les syndicats ont décidé de se mobiliser pour la défense de l'emploi et de la solidarité. Au Puy-en-Velay, ils ont eu l'occasion de faire entendre leurs revendications lors d'un rassemblement organisé en fin de matinée devant la préfecture " *Il faut arrêter les licenciements et les délocalisations. Le gouvernement aurait du faire un état des lieux avant de mettre en place un pacte de compétitivité. Aujourd'hui ce sont toujours les salariés qui vont trinquer !* ", nous a expliqué Alain Eyraud, responsable CGT. Les syndicats estiment que tout est fait au profit du Medef et des entreprises " *Les patrons exigent toujours plus d'austérité, d'aides et d'exonérations. Ils licencient en masse et veulent encore plus de facilité pour licencier. Les emplois publics sont partout supprimés en masse* ". Pour Gilbert Ducarouge " *Il faut une rupture radicale avec la politique d'austérité qui conduit à la récession. Les réponses du gouvernement ne sont pas satisfaisantes. Aucune étude n'a été faite sur les conséquences de la politique d'austérité* ". Le fait qu'il y ait une journée de mobilisation européenne est un symbole fort pour Jean-Pierre Chambon, responsable UNSA " *On demande un changement de cap. Il faut plus de solidarité en Europe, pour plus de croissance et d'emploi* ". Les syndicats ont profité de cette journée de mobilisation pour clamer haut et fort que les salariés ne veulent pas être " les pigeons des reculs sociaux ". Ils veulent aujourd'hui peser de tout leur poids pour faire entendre leurs revendications, et ce, à l'échelle européenne.

Les syndicats unanimes : « Contre l'austérité, vive l'Europe sociale »

Le Puy-en-Velay. Hier, plusieurs syndicats se sont mis à l'heure européenne, pour contrer les politiques d'austérité.

Autour de deux cents personnes se sont rassemblées hier matin devant la préfecture à l'appel de la Confédération européenne des syndicats.

Dans les rangs, la CGT, CFDT, Solidaires, UNSA, FSU, le Front de gauche, Attac. Sur les grilles de la préfecture des banderoles des hôpitaux du Puy et de Yssingeaux, des organismes sociaux, Michelin, Fontanille, un petit goût de contestation et l'occasion de quelques débrayages ici ou là, dans le public et le privé. Comme dans



■ La CGT formait le gros des troupes sur la place du Breuil.

Photo Christophe Teyssier

péenne on s'est élevé contre l'austérité en notant une fois encore les inégalités qui minent le système, « elles creusent et provoquent d'énormes dégâts sociaux qui appauvrissent les salariés. L'an dernier les quatre-vingt-dix-huit patrons

les plus riches de France se sont distribués 87 milliards de dividendes et ils demandent au gouvernement une aide supplémentaire. Les patrons, qui se disent les pigeons des politiques gouvernementales veulent imposer encore plus d'austérité aux salariés », disait le communiqué de l'intersyndicale qui a choisi de mettre localement en avant l'emploi et la solidarité, « c'est une première manifestation le même jour dans tous les pays européens et sur les mêmes revendications. Cela donne du sens à une action qui en appelle d'autres. Toutes nos revendications sont pertinentes. Si on veut s'en sortir, c'est par une relance au niveau des salaires », a expliqué Jo Chapuis, pour la CGT. ■

130

Le nombre de manifestations en France

Selon les organisateurs, ils étaient ainsi 20 000 à Marseille, 3 000 au Havre ou encore 5 000 à Bordeaux à manifester. « Dès lors qu'on a le gel des salaires, l'annonce d'augmentation d'impôts, la baisse des dépenses publiques, c'est une politique d'austérité », a déclaré Bernard Thibault, leader de la CGT, en réponse au Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Le matin même, ce dernier avait martelé que « l'austérité n'était pas la politique du gouvernement ».